

<https://xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article561>



"La zone euro se met sous tutelle du FMI". Par Jean-Pierre Robin

- Gouvernance mondiale & mondialisation -



Date de mise en ligne : jeudi 22 décembre 2011

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

« **Le Fonds va être renforcé pour pouvoir secourir l'Italie. Il aura la haute main sur les finances publiques en Euroland.**

C'est un cadeau intéressé que viennent de faire les 17 ministres des Finances de la zone euro en décidant, lundi soir, d'accroître leurs contributions respectives au FMI. [En contrepartie des 150 milliards d'euros qu'ils vont lui consentir](#), ils espèrent bien que ce dernier sera en mesure de porter secours à leurs États en difficulté, à l'Italie en premier chef. Mais dans cet échange de bons procédés, le FMI va voir son rôle de surveillance notablement renforcé : il sera désormais le seul à gérer les programmes d'assainissement des finances publiques qui pourraient s'avérer nécessaires. Exit la "troïka" - FMI, BCE, Commission européenne - qui a piloté cahin-caha les aides à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal.

"Nous saluons le soutien des ministres des Finances de l'UE pour une augmentation substantielle des ressources du FMI et nous travaillons pour renforcer nos responsabilités systémiques de l'ensemble de nos membres", a commenté sobrement un porte-parole à Washington. Pour sa part, Christine Lagarde est convaincue que la mauvaise passe de l'Europe risque de déstabiliser l'ensemble de l'économie mondiale, qui se trouve *"à un tournant très dangereux"*, a-t-elle déclaré mardi du Nigeria. La patronne du Fonds saura-t-elle convaincre ses 187 États actionnaires d'apporter leur obole de façon à déminer la crise systémique qu'elle redoute ?

C'est tout l'enjeu des prochaines semaines, dit-on à Washington. Tout en ne voulant pas s'engager pour le moment, le Royaume-Uni est prêt à revoir sa position, *"dans le cadre du G20"*, a souligné mardi Martin Kotthaus, porte-parole du ministère allemand des Finances. En clair, Londres se prononcera en même temps que Pékin et Tokyo. On se souvient que les pays émergents ont refusé, courant novembre, de participer à un fonds spécial en faveur de la zone euro, qui aurait permis de démultiplier les capacités du fonds de secours européen (le FESF). Ce projet est définitivement abandonné, reconnaît-on à Washington.

Seul maître à bord

En revanche, une généralisation "des prêts bilatéraux des pays" au FMI, comme viennent de le décider les 17 États de la zone euro, reste d'actualité. Précisons que de tels prêts n'impliquent aucun risque en capital pour leurs soucripteurs, car le FMI est, par construction, toujours remboursé sur ses propres crédits. En outre, ces avances ne présentent aucun caractère budgétaire pour l'État prêteur : il s'agit en réalité d'accords de swap ("échanges") à partir des réserves en devises et en or des banques centrales (telle la Banque de France) et le FMI. Les pays émergents et le Royaume-Uni pourraient d'autant plus lui faire confiance *"que seul le FMI a la compétence pour mettre en place des plans de redressement des finances publiques et contrôler ces plans de redressement"*, comme l'avouait avec candeur lundi Valérie Pécresse, notre ministre du Budget. *"Dans le programme actuel de surveillance de l'Italie, le FMI est le seul maître à bord, sans la troïka"*, observe Jean Pisani-Ferry, directeur du think-tank Bruegel à Bruxelles, ce qui offre un gage d'efficacité, note-t-il.

Un changement de gouvernance dans la crise européenne est en train de s'opérer au bénéfice du FMI. Il est de nature à rassurer - un mot clé dans la conjoncture présente - les pays émergents, qui ont eu eux-mêmes à subir ses foudres à la fin des années 1990 ! Christine Lagarde sera-t-elle de facto la première ministre des Finances de la zone euro ? » **Jean-Pierre Robin**

Article publié le 20/12/11 par lefigaro.fr